



Madame Fabrègues
Directrice Départementale de l'ARS
4 rue de Paraire 12000 Rodez

St Affrique le 20 Juillet 2026

Bonjour,

Une délégation de notre association ayant pu participer à la restitution des décisions du COPIL le 15 Juillet en sous Préfecture de Millau, nous vous en remercions. Nous avons, en particulier relevé l'annonce d'un retour aux engagements sur la mise en œuvre autour du nouvel hôpital commun, d'**un outil hospitalier à trois pôles**. C'est une orientation de nature à permettre une réelle dynamique de soins prenant en compte la proximité. Après des années où le projet d'hôpital commun a signifié pour les établissements actuels, la réduction des capacités d'accueil, le blocage des investissements, les départs de médecins et la perspective de fermeture à St Affrique, avant même toute solution alternative, vous comprendrez que nous soyons **attentifs à la mise en œuvre concrète de cette annonce**.

L'engagement est porteur de deux axes :

- 1 - **une remise en état des capacités d'accueil de nos hôpitaux actuels au moins tant qu'aucune alternative du nouvel hôpital n'existe.**
- 2 - **une discussion transparente sur les services devant perdurer sur les deux établissements actuels après l'ouverture du nouvel établissement de Millau Ouest.**

Le premier objectif doit être conçu comme dynamique et reposant sur de réels investissements permettant de conforter les services actuels, d'attirer et de garder des soignants. En effet le départ encouragé, des médecins titulaires et leur remplacement par des intérimaires décourage les équipes et plombe les comptes.

A St Affrique on est dans l'urgence. Plusieurs services sont concernés : la relance de la Médecine et du pôle Gériatrie, la rénovation du Bloc permettant de disposer de deux salles, la consolidation des spécialistes du GCS et la réponse aux projet d'interventionnel de l'imagerie sont concernés.

A Millau, les causes des départs de plusieurs chirurgiens et médecins sont à étudier et corriger

Le deuxième point mérite d'être discuté sérieusement en inscrivant le projet dans les 30 années qui viennent, c'est à dire celles qui verront à la fois le dérèglement climatique sérieusement impacter les risques de santé et les difficultés de déplacements accentuées. Il est évident que le maintien des capacités d'accueil d'urgences aux cotés du SMUR doivent être envisagés.

Nous avons relevé le projet de fermeture des maternités des hôpitaux actuels et le projet de périnatalité sur St Affrique. Nous demandons une discussion sérieuse sur ce dossier pour ne pas tomber dans une fuite en avant où les taux de fuites alimentent les fermetures. Pour nous, la sécurité et la qualité de ces services repose aussi sur une proximité et un lien avec les familles.

Les réorganisations du labo et de la pharmacie nous préoccupent.

Ces fermetures présentées comme conjoncturelles et temporaires, semblent s'inscrire dans le projet d'hôpital commun.

Nous demandons une évaluation des conséquences sur le bon fonctionnement et les capacités de prise en charge, en particulier pour les urgences (les réserves de sang, les analyses) la médecine (les fournitures rapides de médicaments hors livret thérapeutique).

Les annonces financières méritent des éclairages

Les 107 M€ de l'État s'ajoutent-ils aux fonds précédemment annoncés (la Région, le Département) ?

L'endettement créé par la gestion d'une Direction entièrement focalisée sur le nouveau bâtiment, est-il exclu ?

Nous souhaitons être associés aux discussions sur les rénovations des hôpitaux actuels (20/30 M€)

La Psychiatrie du Sud Aveyron (le 5ème secteur)

Nécessite des réponses plus rapides que l'inscription dans les perspectives de 2029.

Les services logistiques n'ont pas été abordés.

Pourtant indispensables au bon fonctionnement, les effets des regroupements et de leur organisation millavoise mériteraient une étude, avant d'aller plus avant dans leur réorganisation.

Comme vous le voyez, tout en limitant les points à aborder, les sujets sont nombreux et importants.

La reprise d'un dialogue régulier et normal est une nécessité. Le déblocage de la situation liée à notre éviction des instances par la Direction, est de nature à y contribuer. Un premier pas a été fait, mais la précarité de notre présence dans ces instances reste un problème. La manière dont les candidatures ont été retenues est clairement discriminatoire.

Nous sommes à votre disposition pour échanger sur les points que nous évoquons dans ce courrier et sollicitons une entrevue.

Recevez, madame la Directrice nos respectueuses salutations.

Pour Le Manifeste
Les co-présidents
BOULLOT Bernard, COMBES Rose